

N° 52/CA du Répertoire

N° 2012-003/CA2 du Greffe

Arrêt du 26 avril 2013

Affaire : LUCIEN DOSSOU-GBETE

C/

- DIRECTION DU SERVICE DE SANTE
DES ARMEES

- HOPITAL D'INSTRUCTION DES
ARMEES DE PARAKOU

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu le courrier en date à Porto-Novo du 28 décembre 2011 enregistré au Greffe de la Cour le même jour sous le n° 1124/GCS par lequel, Lucien DOSSOU-GBETE, Directeur général de la Clinique Louis Pasteur 01 BP 165 Porto-Novo sollicite de la Cour la mise en œuvre de l'article 59 du code de Travail avec pour conséquence la réparation du préjudice causé à la Clinique Louis Pasteur suite à la rupture unilatérale par son agent BIDETON Bienvenu du contrat de travail qui les lie et son embauche par l'Hôpital d'instruction des armées de Parakou ;

Vu les courriers n° 322/GCS et 323/GCS tous du 14 février 2012, pour lesquels le requérant a été invité à accomplir les formalités de consignation et de timbrage ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990, applicable au moment des faits ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition organisation fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

f

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président-rapporteur **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par correspondance en date à Porto-Novo du 28 février 2012 enregistrée le 1er mars 2012 au secrétariat de la Cour suprême sous n° 0690, Lucien DOSSOU-GBETE indique à l'attention de la Cour le retrait de sa requête et par voie de conséquence l'annulation de la présente procédure, en raison de ce que la Direction de l'hôpital d'instruction des armées de Parakou a fait droit à sa demande ;

Qu'il échet dès lors de donner acte au requérant de son désistement d'action et de mettre les frais à sa charge ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Il est donné acte à Lucien DOSSOU-GBETE de son désistement d'action.

Article 2 : Les frais sont mis à sa charge.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de Messieurs :

f

Eliane R. G. PADONOU, Conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Etienne FIFATIN }

Et { **CONSEILLERS.**

Tranquillin KINDJI }

Et prononcé à l'audience publique du vendredi vingt-six avril deux mille treize, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Lucien A. DEGUENON,

MINISTERE PUBLIC ;

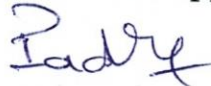
Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur,

Le Greffier.




Eliane R. G. PADONOU

Hortense LOGOSSOU-MAHMA

